

[Courrier international](#) [Presseurop](#) [Le Monde](#) [Télérama](#) [Le Monde diplomatique](#) [Le Huffington Post](#) [La Vie](#) [Boutique](#)
[Courrier international](#)

MARDI 19 JUIN 2012

Courrier international

[À la une](#) > [Hebdo n° 1128](#) - [Amériques](#) - [Économie](#) - [Écologie](#)

BRÉSIL • Déforestation : une tribu mise sur le marché du carbone

Dans l'Etat de Rondônia, les Paiters Suruís vont vendre des crédits carbone pour financer la protection de la forêt tropicale sur leur territoire. Une première mondiale.

14.06.2012 | Claudio Angelo | Folha de São Paulo

Recommander

37 personnes recommandent ça.



Rio + 20 - [Le site web de la conférence](#)

Une tribu amazonienne, qui avait abandonné il y a dix ans seulement ses terres à l'exploitation illégale du bois, sera la première nation indigène au monde à exploiter le gaz carbonique piégé par la forêt. En effet, les Paiters Suruís de Rondônia ont reçu récemment deux labels internationaux leur permettant de conclure des contrats de vente de crédits carbone avec pour objectif de lutter contre la déforestation.

Le projet repose sur le programme Redd (réduction des émissions de CO2 provenant du déboisement et de la dégradation des forêts) qui vise à apporter une compensation financière destinée à préserver la forêt tropicale dans le cadre de la limitation des émissions de gaz à effet de serre à l'origine du réchauffement climatique.

Le chef de la tribu, Almir Narayamoga Suruí, estime que l'affaire pourrait rapporter de 2 à 4 millions de reais [de 790 000 à 1,6 million d'euros] d'ici à 2038. Les revenus seront versés à une sorte de "fonds souverain" qui encouragera des activités économiques durables, comme le tourisme et la production agricole sur les terres déjà déboisées.

Le projet de vente de crédits carbone forestier des Suruí, fruit de quatre ans de négociations, est le premier dispositif indigène du programme Redd à bénéficier des labels VCS (Verified Carbon Standard) et CCB (Climate, Community and Biodiversity). Selon Mariano Cenamo, de l'Idesan, une ONG de Manaus à l'origine du projet, le label VCS garantit aux investisseurs que la tribu suivra à la lettre des méthodes d'exploitation fondées sur des critères stricts de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le label CCB atteste, quant à lui, que le projet ne porte atteinte ni à la biodiversité ni aux droits des Indiens.

Le marché du programme Redd est encore purement volontaire. Sa réglementation ne devrait pas être mise en œuvre à l'échelle mondiale avant 2020. Il a pourtant connu, pendant la seule année 2010, une progression de 35 % et on estime qu'il pèse aujourd'hui près de 250 millions de dollars [200 millions d'euros] par an dans le monde.

Selon Michael Jenkins, directeur de l'ONG américaine Forest Trends, les Suruí comptent parmi leurs clients potentiels des entreprises cherchant à compenser les émissions de gaz à effet de serre issues de leurs activités. De plus, ce projet est validé après que le programme Redd appliqué aux terres indigènes a fait couler beaucoup d'encre. La Funai (Fundação Nacional do Índio [Fondation nationale de l'Indien, organisme gouvernemental mettant en application les politiques liées aux peuples indigènes] et l'AGU [Advocacia-Geral da União, institution représentant l'Etat fédéral en justice] ont enquêté sur trente contrats d'achat de crédits carbone conclus par certaines sociétés avec des Indiens en Amazonie. L'un d'eux, passé entre l'entreprise irlandaise Celestial Green et les chefs mundurucus au Pará, interdit notamment à la tribu d'utiliser ses propres terres.

La décision des Paiters (c'est ainsi que les Suruí se nomment eux-mêmes) de se lancer sur le marché des crédits carbone a fait l'objet de longues négociations, qui ont nécessité l'approbation des chefs de vingt-cinq villages et l'expulsion d'une centaine d'entreprises d'exploitation forestière. Le chef de tribu Almir Suruí, âgé de 37 ans, s'était rendu célèbre en 2008 en signant un contrat avec Google pour le contrôle de la déforestation des terres indigènes. Approchés par des entrepreneurs dès 1969, les Paiters Suruí ont fait parler d'eux dans les années 1990 pour avoir fait du commerce de bois avec des exploitants illégaux de Rondônia sur la quasi-totalité des terres de la tribu.

à lire également

- **A Rio, la vie n'est pas si verte – [O Estado de São Paulo](#)**
-

